NATIONS
UNIES

S



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/2000/188
7 mars 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 23 FÉVRIER 2000, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

J'ai l'honneur de me référer au paragraphe 3 de l'article 13 du Statut du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, qui est ainsi libellé :

> "Si un siège à l'une des Chambres devient vacant, le Secrétaire général, après avoir consulté les Présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, nomme une personne réunissant les conditions indiquées au paragraphe 1 ci-dessus pour siéger jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur."

À cet égard, permettez-moi de vous rappeler que le juge Wang Tieya, de nationalité chinoise, a, pour des raisons de santé, donné sa démission comme juge du Tribunal pénal international, avec effet au 31 mars 2000.

Le Gouvernement de la République populaire de Chine a présenté la candidature de M. Liu Daqun, dont vous trouverez ci-joint le curriculum vitae (voir annexe), en remplacement du juge Wang.

J'estime que M. Liu répond aux qualifications requises au paragraphe 1 de l'article 13 du Statut du Tribunal pénal international. Je considère en outre que sa nomination permettrait d'assurer une représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde, conformément aux dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 13 du Statut.

Je souhaiterais donc vous consulter au sujet de la nomination de M. Liu, conformément au paragraphe 3 de l'article 13 du Statut du Tribunal pénal international. J'attends votre avis sur la question.

(Signé) Kofi A. ANNAN

Annexe

LIU Daqun (Chine)

Date et lieu de naissance : 20 septembre 1950, province de Shandong (Chine)

Adresse : 8 Seaview Avenue
Kingston 10, Jamaica

Téléphone : (876) 927 3871

Télécopie : (876) 927 6920

Adresse électronique : Ldaqun@yahoo.com

Fonctions actuelles : Ambassadeur de la République populaire de Chine à la Jamaïque

Représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'Autorité internationale des fonds marins

Études

1973-1977	Licence, Département d'anglais, Institut de langues étrangères de Beijing
1977-1978	Certificat de droit international, Institut des affaires étrangères (Beijing)
1985-1986	Maîtrise de droit international et de relations internationales, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, États-Unis d'Amérique

Expérience professionnelle

1978-1982	En poste à l'ambassade de Chine en Islande
1984-1988	Directeur de la Division de droit international privé, chargé essentiellement des questions d'entraide judiciaire, de droit pénal international et de droit relatif aux droits de l'homme, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères
1988-1991	Directeur de la Division du droit de la mer, chargé essentiellement des négociations sur les traités internationaux relatifs à l'environnement et le droit de la mer, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères

1991-1993	Directeur de la Division du droit international, chargé essentiellement des questions juridiques intéressant les Nations Unies et la sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères
1993-1998	Directeur général adjoint, chargé essentiellement des questions juridiques relatives au droit des Nations Unies, au droit de la mer et au droit pénal international, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères
1999 à ce jour	Ambassadeur à la Jamaïque et Représentant permanent auprès de l'Autorité internationale des fonds marins
Fonctions universitaires	Professeur de droit international, Université de droit et de sciences politiques (Chine)
	Membre exécutif de la Société chinoise de droit international
	Membre exécutif de la Société chinoise de droit de l'environnement
	Membre exécutif de la Société chinoise de droit de la mer
Activités professionnelles	A participé, en tant que représentant, conseiller juridique et chef de délégation, à plusieurs sessions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale et à la Conférence de La Haye sur le droit international privé et aux négociations sur les questions d'extradition, d'entraide judiciaire, de droit de la mer, de changements climatiques, etc.; a aussi participé à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, à Rome, en tant que chef adjoint de la délégation chinoise et responsable des négociations
Activités d'enseignement	Chargé de cours sur le droit international relatif aux droits de l'homme, Département de droit, Université populaire, 1989
	Chargé de cours sur le droit international relatif à l'environnement, Centre pour l'environnement, Université de Wuhan, 1990
	Chargé de cours sur le droit de la mer, Institut de droit de l'Académie chinoise de sciences sociales, 1993-1995

Chargé de cours sur la création d'une cour criminelle internationale, faculté de droit de l'Université de Beijing, 1997-1998

Publications

Coauteur de :

Le droit des organisations internationales, Presses de l'Université de Beijing, 1995

Les derniers progrès du droit international, Presses de l'Académie chinoise de sciences sociales, 1995

Commentaire de la Charte des Nations Unies, Maison d'édition scolaire de la province de Shanxi, 1999

Plus de 50 articles dont :

"On the Subject of Extradition", Studies in Law, No 1, 1989

"On the Voting Procedure of the Security Council", Law Review, No 1, 1992

"Les Nations Unies et les organisations régionales", Annuaire chinois de droit international, 1993

"On the Political Initiative of the Secretary General of the United Nations", Collection of essays on United Nations Reform, 1994

"Vers la création d'une cour criminelle internationale", Annuaire chinois de droit international, 1997

"Le rôle du Procureur de la future cour criminelle internationale dans la procédure d'établissement de l'acte d'accusation", Annuaire chinois de droit international, 1998
